

LES VIOLENTES MANIFESTATIONS DE LUNDI

LE MÉCONTENTEMENT PAYSAN a pris l'aspect d'une bataille politique

Après les violentes manifestations paysannes de lundi, l'attention se porte maintenant vers l'Elysée, où le général de Gaulle a pris mardi l'affaire en main, en présidant lui-même un conseil restreint ; vers le Palais-Bourbon, où le premier débat agricole, prévu pour le 13 octobre, s'annonce houleux ; enfin vers l'hôtel de l'avenue Marceau, où la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.) réunit mercredi matin son bureau pour faire le point. Dans les trois cas, des affrontements sévères se préparent : à l'Elysée,

entre membres du gouvernement, sur la politique à suivre dans le domaine agricole ; au Palais-Bourbon, entre la majorité et une opposition de gauche qui a clairement manifesté lundi son intention de tirer parti du mécontentement paysan ; à la F.N.S.E.A. enfin, entre les représentants des régions de grande culture, enfants gâtés de l'Europe verte, et la paysannerie plus ou moins pauvre des régions de petite culture.

A l'issue du conseil des ministres de mercredi, M. Gorse a déclaré : « Sur le fond du problème, le général de Gaulle a

fait observer que la petite exploitation agricole éprouvait des difficultés dues à une mutation économique inéluctable. Le gouvernement, a poursuivi en substance le chef de l'Etat, s'efforce depuis longtemps de conduire cette évolution et de pallier ses conséquences les plus graves pour les intéressés. Il vaudrait sans doute mieux, alors qu'aucun gouvernement n'a fait autant pour l'agriculture, que les associations agricoles s'associent à ces efforts plutôt que de les contrarier.

UN APRÈS-MIDI D'ÉMEUTES A QUIMPER

De notre envoyé spécial

Quimper, 3 octobre. — Mardi matin encore, place de la Résistance, devant la préfecture de Quimper, l'air est difficilement respirable : les gaz lacrymogènes qui ont été lancés par les forces de l'ordre au cours des bagarres de lundi après-midi l'ont été avec une telle profusion qu'ils ne sont pas encore dissipés. C'est avec un picotement dans les yeux qu'on regarde le sol jonché de pierres, d'œufs pourris, de pare-brise, de bouteilles et de débris divers. Ici ou là de grosses flaques de sang. Autour, bien d'autres traces témoignent de ce qui fut, il faut bien l'appeler, une émeute.

Des bancs installés pour les promeneurs, le long du cours de l'Odet, baignent dans l'eau de la rivière, avec des pancartes annonçant les interdictions de stationner ou les « stop ». Près d'un carrefour, où les feux de signalisation ont été brisés, gît la carcasse calcinée d'une DS. A l'entrée de la préfecture néogothique, le pavillon du gardien n'est plus qu'une ruine sans toit. De l'incendie, seules ont pu être sauvées quatre tasses de porcelaine que les

C.R.S. ont posées sur le radiateur noirci.

Enfin, il y a le bilan des blessés. On en compte 179 parmi les 250 C.R.S. et 250 gendarmes qui assuraient le service d'ordre. Dix d'entre eux ont dû être hospitalisés. Notamment un homme est atteint d'une fracture du crâne. Le recensement est plus difficile à opérer du côté des manifestants : quatre-vingts blessés ont cependant été dénombrés, dont dix-huit ont été transportés dans divers hôpitaux et cliniques. Chez eux aussi une fracture du crâne a été enregistrée — la victime, M. Victor Talbourdet, exploitant à Saint-Gilles - Pligeaux (Côtes-du-Nord), trente-cinq ans, trois enfants, est dans le coma, à Brest.

Dès le début de la manifestation à 14 h. 45, on pouvait pressentir que celle-ci serait dure. Beaucoup d'agriculteurs venus du Finistère, des Côtes-du-Nord et du Morbihan — au nombre de 7 000 d'après l'estimation officielle — étaient munis de gourdins et certains même coiffés de casques de cyclomotoristes.

M. L.

(Lire la suite page 9. 1^{re} col.)

283 blessés, dont deux graves

Les manifestations de lundi se sont déroulées très exactement comme prévu, c'est-à-dire qu'elles ont été tragiquement violentes dans l'Ouest, assez agitées en Normandie et dans le Sud-Ouest et très calmes dans la moitié est du territoire, dont les difficultés sont moindres du fait de sa position géographique. La seule surprise véritable vient de la lourdeur du bilan : 283 blessés selon les chiffres fournis par M. Fouchet au conseil des ministres, mercredi matin (70 gendarmes, dont un hospitalisé ; 113 C.R.S., dont un blessé grave, et 100 manifestants).

La description de notre envoyé spécial, Michel Legris, permet de mesurer la violence de cette manifestation, d'une intensité dramatique rarement atteinte ces dernières années, même à Amiens où les émeutes du 13 février 1960 avaient fait un mort parmi les agriculteurs.

Ce n'est d'ailleurs pas par hasard si les incidents les plus violents ont éclaté à Quimper, Redon, Le Mans et Caen. Les départements de l'Ouest cumulent en effet tous les handicaps des zones « en perte de vitesse » : forte population agricole, exploitations trop petites, éloignement des centres de consommation, système de production fondé sur l'élevage dont les marchés sont les moins bien soutenus, absence d'industries... A cela on peut ajouter que la Bretagne est traditionnellement une région « dure » à la fois parce

que ses habitants ont du caractère et parce que, ayant fait plus d'efforts de modernisation que leurs concurrents de certaines régions attardées, ils s'indignent de ne pas être payés de retour. C'est du Finistère, il ne faut pas l'oublier, qu'est partie la grande vague d'agitation de l'été 1961.

Il est encore trop tôt pour savoir si le mouvement prendra cette fois de l'ampleur. La décision n'appartient pas en ce domaine aux états-majors syndicaux. L'expérience de ces dernières années révèle en effet que toutes les grandes vagues de protestation sont nées d'incidents locaux qui ont gagné plus ou moins de terrain selon le degré de mécontentement des régions voisines.

Une seule chose dans ce domaine est certaine : le climat n'est pas bon actuellement dans les campagnes, pour une foule de raisons diverses d'ordre politique et économique.

Des nouvelles manifestations auront lieu le 12 octobre dans l'ensemble des départements du Massif-Central et dans certaines zones du Sud-Ouest. Le Comité de Guéret, animé par le socialiste Roland Viel, président de la chambre d'agriculture du Puy-de-Dôme, et le Mouvement de défense des exploitations agricoles (M.O.D.E.F.), soutenu par le parti communiste, auront en effet à cœur de démontrer que leur audience est plus forte dans les régions de petite culture que celle de la lointaine F.N.S.E.A. et que leurs mots d'ordre sont mieux suivis.

Une première démonstration concrète de l'influence des oppositions de gauche à la F.N.S.E.A. a été donnée lundi dans le Puy-de-Dôme, où M. Roland Viel avait demandé aux agriculteurs de se réserver pour le 12 octobre : M. Michel Débatisse, secrétaire général adjoint de la F.N.S.E.A. — et qui fut il y a quelques années le penseur de la jeune gauche paysanne, à l'époque où il animait le Centre national des jeunes agriculteurs (C.N.J.A.), — n'a pu rassembler que quelques centaines de militants à Clermont-Ferrand.

F.-H. DE VIRIEU.

(Lire la suite page 9. 4^e col.)

Une journée d'émeutes

(Suite de la première page.)

Quelques-uns, après avoir bu un demi dans le café, sortaient de l'établissement en emportant le verre ou la bouteille qui trouvaient place dans des poches déjà emplies de cailloux. Sur le chemin du champ de foire, lieu de rassemblement où devait se tenir un meeting préalable, les paysans traçaient à la peinture blanche un large psi grec : une fourche.

« Bretagne d'abord Québec après ! »

Le meeting du champ de foire pourtant ne manquait pas à première vue de pittoresque. Et comme pour marquer combien le problème du porc tient de place parmi leurs préoccupations, des paysans n'avaient pas hésité à accrocher des gorettes aux pancartes qu'ils brandissaient et sur lesquelles on pouvait lire : « Nous ne voulons pas deux Europes, celle des riches et celle des pauvres » ; « Edgar ne nous mets pas dans les choux de Bruxelles » ; « Bretagne d'abord, Québec après » . « Paysan, voilà ton sort » proclamait également un calicot orné d'une tête de mort. A cela s'ajoutaient des couronnes mortuaires en bruyère. Celle destinée au ministre de l'agriculture comportait cette phrase : « A notre regretté Edgar en prévision de son hara-kiri ministériel ». Celle du premier ministre disait : « Symbole de ce que votre politique tend à implanter en Bretagne »... Pour le reste, la présence de parlementaires, députés ou sénateurs appartenant au Centre démocrate, et de nombreux conseillers généraux près de la tribune paraissait fournir une caution de sagesse au meeting.

Parmi les orateurs MM. Hemery, président de la Fédération du Finistère ; Le Paugom, de la Fédération du Morbihan ; Le Floch et Bléjean, des Côtes-du-Nord. « Nous réclamons notre juste part du revenu national. Nous lutterons jusqu'au moment où les hommes que nous sommes auront leur juste part du revenu national. » « L'opinion doit connaître toute l'angoisse que nous inspire notre avenir. » Tels furent les principaux thèmes traités.

Ce ne sera pas une procession !

Mais, à la fin du discours, lorsqu'on invita les assistants à participer au défilé, une voix s'éleva du sommet du podium pour jeter cet

avertissement bien significatif au pays des calvaires, et que la suite allait confirmer : « Ce ne sera pas forcément une procession ! »

Ce fut la permanence sociale de l'U.N.R. qui fournit le premier objectif à l'ire des manifestants. « Assez curieusement », ont remarqué les autorités, car, installée dans un rez-de-chaussée de la rue Vis, rien ne la signale aux Quimpérois — et beaucoup l'ignorent. De là à conclure que les manifestants ont pu être manipulés, il n'y a évidemment qu'un pas...

Le local fut dévasté en un tournemain. Portes défoncées, bureaux retournés, papiers éparpillés. Les compteurs électriques eux-mêmes furent mutilés, tandis que des cailloux défonçaient à l'étage supérieur les fenêtres d'un jeune couple qui venait de s'installer au milieu de ses meubles tout neufs. En se retirant, les manifestants abandonnaient en souvenir deux pancartes : « Loi de l'élevage ? Tombée à l'eau du lac de Genève », disait l'une. La seconde s'adressait au député U.N.R. local : « Que fais-tu Becam ? »

Puis, après un crochet à la direction départementale de l'agriculture où devait être déposée la gerbe funèbre de M. Edgar Faure, ce fut l'assaut en direction de la place de la Résistance, qui sert ordinairement de parking, et que les Quimpérois appellent aussi le « champ de bataille », en souvenir de l'époque où l'endroit était utilisé comme champ de manœuvres par les soldats.

Les heurts devaient s'y poursuivre pendant plus de trois heures et demie — de 16 à 19 h. 30. Plus que leur violence, qui n'est pas tout à fait nouvelle dans la région en matière de manifestations paysannes, c'est leur durée et l'acharnement révélé par cette durée qui ont retenu l'attention. Charges des forces de police, assauts des manifestants, n'ont cessé de se succéder, tandis que voltigeaient de tous côtés les pierres, les morceaux de fonte qui allèrent parfois briser des vitrines du boulevard Kerguelen, le long de l'Odéon. Dans le même temps, les paysans siphonnaient l'essence dans les voitures pour aller incendier, outre la maison du concierge préfectoral, deux motos de gendarmes dont les pompiers, assaillis, ne purent approcher.

La préfecture fut cependant épargnée — les émeutiers, après avoir cherché en vain à enfoncer le portail, envoyèrent des pierres dans les vitres du préfet. Assurer la sauvegarde des locaux administratifs avait au demeurant été le principal

souci des autorités. Celles-ci avaient voulu en outre éviter de disperser les forces dans la ville, afin de ne pas multiplier les occasions d'incidents.

Les sept paysans qui ont été appréhendés au cours des bagarres et des corps-à-corps ont été relâchés au cours de la soirée, dans un esprit de conciliation. « Mais, a déclaré mardi matin le préfet de Quimper, M. Hosteing, la justice aura son mot à dire. Des plaintes ont déjà été déposées, et des informations vont être ouvertes. »

M. L.

Le mécontentement paysan a pris l'aspect d'une bataille politique

(Suite de la première page.)

On savait déjà que M. Debatisse n'était guère prophète en son pays, où il se heurtait à la démagogie de ses adversaires politiques. Mais il semble que son échec de lundi doit être replacé dans le mouvement général de recul du C.N.J.A., qui est virtuellement « absorbé » par la F.N.S.E.A. et ne peut plus prétendre représenter les générations montantes. Dans certaines régions comme l'Ouest, où l'ancien député, Bernard Lambert, membre du comité

national du P.S.U., apparaît comme « l'homme qui monte », le C.N.J.A. est en train de perdre sa clientèle au profit de la gauche.

La manifestation de lundi a d'ailleurs été un assez bon test de l'autorité des différents leaders syndicaux : MM. de Caffarelli, Deleau et Bruel, respectivement président, vice-président et secrétaire général de la F.N.S.E.A., ont montré par l'importance des auditoires qu'ils ont rassemblés que leur étoile ne pâlisait pas dans

leurs fiefs respectifs : l'Aisne, le Pas-de-Calais et l'Aveyron.

La gauche paraît assez désireuse de profiter de la situation actuelle pour accroître son audience dans les milieux paysans et prendre la tête du mouvement de protestation. De nombreuses personnalités de la Fédération de la gauche — et notamment M. François Mitterrand lui-même à Autun — étaient présentes au premier rang des cortèges.

Il est significatif aussi que les manifestants de Quimper aient mis à sac la permanence de l'U.N.R. dans cette ville (dont le député n'est autre que l'ancien directeur des services administratifs de leur fédération départementale de syndicats, M. Marc Becam).

Le problème est maintenant de savoir comment va réagir le gouvernement. Sous la V^e République — et sous la IV^e — la violence a jusqu'à présent toujours payé, chaque conquête syndicale ayant été arrachée après une « préparation d'artillerie » plus ou moins longue.

Mais cette fois, on ne voit pas très bien sur quel terrain le gouvernement pourrait céder. D'abord parce qu'aucune mesure n'a été préparée sur le plan administratif. Ensuite parce qu'enfin libéré des échéances électorales le gouvernement dispose maintenant de cinq ans de « tranquillité ». Enfin parce qu'on ne voit pas bien, au point où est arrivée la situation, quels remèdes spécifiquement agricoles pourraient guérir magiquement la paysannerie.

En fait il s'agit plus là d'un problème d'aménagement du territoire et d'équipement que d'un problème agricole. Il s'agit de savoir si la France veut — ou si elle peut — pratiquer une politique de réanimation des régions « en perte de vitesse ».

Le véritable interlocuteur des paysans de l'Ouest et du Sud-Ouest n'est plus M. Edgar Faure, mais M. Olivier Guichard, ministre de l'industrie. C'est peut-être ce qu'ont compris les agriculteurs de Gironde qui ont été l'autre nuit couper les poteaux télégraphiques à proximité de sa propriété de Néac...

Hier, l'OUEST AGRICOLE s'était mobilisé

Il est toujours difficile de dresser un bilan global au soir d'une journée nationale d'actions aussi diverses et aussi étendues que celles organisées ce 2 octobre par la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles et ses Fédérations départementales.

Tout en comptabilisant les dépêches reçues de l'ensemble des provinces de France, il faut conserver une certaine prudence quant aux conclusions à en tirer.

Un recul est nécessaire pour en établir objectivement le constat. C'est la raison pour laquelle la F.N.S.E.A. a laissé à son bureau, qui se réunit demain mercredi, le soin d'examiner le dossier qui lui sera soumis et qui sera completé d'ici là.

Plus de 60 000 manifestants

Toutefois, dès hier soir, un premier résultat apparaissait dans toute son ampleur : LES DÉPARTEMENTS DE L'OUEST ONT RÉUNI LE PLUS DE MANIFESTANTS. A eux seuls, ils ont sans doute mobilisé le tiers, sinon plus, des agriculteurs qui ont exprimé leurs inquiétudes dans l'ensemble de la France.

C'est en outre dans notre région que les incidents les plus vifs ont été enregistrés. Une telle constatation n'était d'ailleurs pas faite pour surprendre, puisque c'est dans l'Ouest que le mouvement a pris naissance au début de l'été.

Cela dit, est-il possible de dresser un premier compte ?

Les évaluations vont, comme de coutume, être contestées, selon les observateurs, le chiffre va facilement du simple au double, plus de 100 000 à plus de 200 000 pour l'ensemble de la France.

D'une manière générale, en dehors de la Bretagne et de la Normandie et de quelques bousculades à Tarbes et à Pau, tout était annoncé comme s'étant passé dans l'ordre.

Dans la zone du comité de Guéret on a constaté un calme relatif : les dirigeants de cette région se réservant pour le 12 octobre, date à laquelle ils ont annoncé des barrages de route.

Heurts à l'issue des meetings

Plusieurs personnalités de l'opposition ont participé aux réunions dans leur circonscription, citons ainsi la présence de M. MITTERRAND à Autun, où étaient rassemblés plusieurs milliers d'agriculteurs de la région économique. On no-

Les agriculteurs belges ont également manifesté

BRUXELLES, 2. — Les agriculteurs belges ont choisi de manifester lundi en même temps que leurs collègues français. Ils protestent contre la diminution (de 3,7 % en 1966) de leurs revenus et contre l'augmentation de la fiscalité. Ils craignent également que la contribution belge à l'Europe verte (les versements au F.E.O.G.A.) ne soit financée en amputant le budget de l'agriculture de crédits auxquels ils estiment avoir droit.

La manifestation destinée à appuyer ces revendications a été organisée à Menin, à la frontière franco-belge. Les agriculteurs — ils étaient 2.000 à Menin — ont fait circuler leurs tracteurs arborant les tridentis qui symbolisent la colère du monde paysan.

tera également que les personnalités professionnelles ont fait recette : le président DE CAFFARELLI à Laon le matin, puis au Cateau dans l'après-midi, M. BRUEL à Rodez, pour ne citer que le président et le secrétaire général de la F.N.S.E.A., avaient tous deux attiré plusieurs milliers de manifestants.

Les cinq rassemblements de l'Ouest ont regroupé entre 60.000 et 70.000 agriculteurs : 15.000 à Redon, 15.000 à Quimper, 15 à 18.000 à Caen, 6.000

au Mans, 8.000 à Parthenay.

Seule la réunion de Parthenay s'est déroulée d'un bout à l'autre dans le calme. A Quimper, à Redon, à Caen, au Mans des incidents, marqués par des heurts entre les manifestants et les forces de police, se sont produits à l'issue des meetings au cours des défilés ou devant les préfectures ou sous-préfectures. Nous les relatons dans nos pages départementales.

Au cours des cinq réunions, de nombreux responsables ont pris la parole, rappelant les raisons du mécontentement paysan.

Les raisons essentielles du mécontentement

Deux points — qui sont d'ailleurs étroitement liés — ont dominé les revendications qu'ils ont exprimées.

◆ Les rémunérations des productions animales. — Les prix de la viande de bœuf et de porc et les prix avicoles ont baissé dans des proportions souvent importantes par rapport à ce qu'ils étaient l'an dernier. Dans le même temps, les coûts de production ont augmenté, notamment les charges sociales des agriculteurs. Ceux-ci demandent donc un relèvement des prix et des mesures de soutien des marchés accrues.

Si le prix du lait n'a pas baissé, le soutien du marché du beurre pose lui aussi de sérieux problèmes. Or le prix effectivement payé aux producteurs est évidemment étroitement lié au marché des produits transformés.

Ajoutons que le mécontentement est d'autant plus vif que les agriculteurs ont été incités, par le gouvernement lui-même, à intensifier la production animale.

◆ L'avenir de l'Ouest dans l'Europe. — Dans six mois, pour toutes les productions animales, le marché sera européen. Les exploitants de l'Ouest s'inquiètent. Ils se sentent loin des grands centres de consommation de l'Europe.

Ils redoutent la concurrence des régions agricoles mieux placées à cet égard : le Nord et l'Est de la France, les Pays-Bas, l'Allemagne, et dont les exploitations sont mieux structurées et mieux équipées.

C'est pourquoi ils demandent à être aidés spécialement pour combler les retards et corriger les disparités qui les handicapent comme ils handicapent les agriculteurs de toutes les régions périphériques de l'Europe qui sont en même temps les plus pauvres.

Ces aides spéciales, ils les demandent pour les marchés (régionalisation du soutien), la modernisation des bâtiments d'élevage, le développement des industries de transformation, des productions animales, l'accélération du remembrement, l'amélioration des mesures qui permettent aux agriculteurs âgés de faire place à des jeunes (indemnité viagère de départ), etc.

En même temps, ils savent que leur avenir est lié à celui de toutes les activités économiques, c'est pourquoi ils demandent en même temps que soit favorisé un « développement global » de toutes ces activités : création d'emplois par l'industrialisation, modernisation de l'infrastructure nécessaire (routes, ports, etc.).

Dans cet esprit, les ouvriers de Redon se sont associés au rassemblement de cette ville.

le mot-clé de l'action du syndicalisme agricole de l'Ouest : « régionalisation ».

Certes, depuis la première manifestation de Redon, le 26 juin, le Gouvernement a pris ou annoncé un certain nombre de mesures en faveur des agriculteurs de l'Ouest. Le projet d'accord international sur les importations de viande bovine argentine (qui avait motivé, début juin, le déclenchement du mouvement syndical actuel) n'a pas été accepté par les « Six », un système d'interventions régionales sur les marchés des productions animales, notamment du porc, les prix d'interventions sur le marché de la viande de bœuf et sur celui du beurre ont été relevés, des crédits ont été débloqués pour l'aviculture, le taux d'intérêts des emprunts pour les bâtiments d'élevage a été diminué, la Bretagne, la Manche et plusieurs cantons de Loire-Atlantique ont été classés « zone de rénovation rurale », etc.

Cependant sans négliger les résultats acquis, le syndicalisme les juge nettement insuffisants. D'autant plus que certaines des mesures arrêtées (telles la régionalisation des interventions, ou la création de zones de rénovation) ne sont qu'à l'état d'ébauche.

Outre les points ci-dessus évoqués, les orateurs des différents rassemblements ont soulevé une importante question d'actualité : la modification du statut de la coopération sans consultation préalable des organisations agricoles.

« Il ne faut pas oublier, a déclaré l'un des dirigeants, à Parthenay, que les coopératives agricoles ont été de remarquables distributrices du profit en permettant aux petites exploitations de percevoir les mêmes prix que les exploitations importantes ».

×××

A l'appel de leurs responsables, les agriculteurs se sont massivement engagés dans une action revendicative de grande ampleur. Les questions qu'ils ont posées attendent maintenant des réponses. De ces réponses dépendra l'attitude à venir des manifestants d'hier.

B. ANIZON.

Un mot-clé :

« Régionalisation »

Toutes ces revendications se résument en un mot, devenu

M. LE POGAM

Président de la F.D.S.E.A. du Morbihan :

**« Ce n'est ni par plaisir
ni par démagogie que nous manifestons
mais pour que toute la Bretagne vive »**

DIFFERENTS orateurs se sont succédés à la tribune au cours du meeting de Quimper.

— M. Hemery, président de la F.D.S.E.A. du Finistère, a mis surtout en évidence les problèmes posés par certains aspects particuliers des productions de l'Ouest.

— M. Le Floch, des Côtes-du-Nord, a fait état des difficultés qui assaillent les jeunes ménages qui s'installent.

— M. Bléjean, président de la F.D.S.E.A. du même département, a souligné les promesses faites par le gouvernement et les maigres résultats obtenus.

— La synthèse des exposés a été en quelque sorte réalisée par M. Le Pogam, administrateur de la Fédération nationale et président de la F.D.S.E.A. du Morbihan.

Il a rappelé que la Fédération nationale avait décidé le 14 septembre une journée de revendications qui se concrétisait par les manifestations actuelles.

Pourquoi les responsables agricoles mobilisaient-ils leurs troupes ? Ce n'était ni par plaisir, ni par démagogie, mais bien pour « crier » devant l'opinion publique toute l'angoisse qu'ils ressentent devant leur avenir.

Le thème principal est indiscutablement dominé par les problèmes du Marché commun. A ce sujet, M. Le Pogam a rappelé que le congrès de la F.N.C.E.A. (Fédération nationale des Syndicats d'Exploitants agricoles) en 1964 avait pour but déjà la régionalisation et la lutte contre les disparités. Ces disparités aux causes diverses et souvent anciennes risquent, en effet, d'être aggravées par le Marché commun si rien n'est fait pour les corriger. L'Ouest

et la Bretagne sont particulièrement visés.

La Fédération nationale avait donc dès 1964 attiré l'attention des pouvoirs publics sur la nécessité d'une politique agricole cohérente. Il lui apparaissait urgent dès l'époque de mettre en œuvre une véritable politique régionale de « décollage » des régions en retard.

Pendant trois ans, la Fédération nationale n'a cessé de le répéter, les forces ouvrières également. En effet, les centrales ouvrières bretonnes ont réclamé le plein emploi réparti sur l'ensemble du territoire.

Pour ce qui est du syndicalisme agricole, le président de Caffarelli a réitéré à maintes reprises, notamment le 10 mai dernier, les revendications du monde agricole. Il laissait entrevoir avec netteté la volonté des agriculteurs de tout mettre en œuvre pour faire aboutir leurs doléances.

M. Le Pogam souligne ensuite que la Fédération nationale a pris note des intentions gouvernementales en matière de lancement des zones de rénovation rurale. Il reste cependant sceptique, notamment à la suite de l'expérience en la matière de son département (le Morbihan) classé zone spéciale d'action sociale.

Et M. Le Pogam conclut :

Comment pourra-t-on obtenir la parité si ce n'est en redressant nos prix car notre survie est une question de prix. Toute concentration de production s'avère inutile si nous continuons à vendre avec un déséquilibre toujours croissant entre les prix de vente et les prix de revient.

L. ORVOEN

A l'origine des manifestations du 2 octobre :

LA FAILLITE **des productions industrialisées**

A Quimper lundi prochain, des milliers d'agriculteurs venus des trois départements : Côtes-du-Nord, Finistère et Morbihan, vont une nouvelle fois manifester leur mécontentement. « Encore les paysans ! » va s'exclamer l'opinion publique avec un sous-entendu de scepticisme dans le bien-fondé de ce mouvement de protestations. Il n'est donc pas inutile de souligner en quoi le malaise agricole est profond dans toutes les régions d'élevage et particulièrement en Bretagne où les productions animales représentent 70 pour cent des ressources financières des agriculteurs.

Il suffit d'écouter ici et là les agriculteurs pour se rendre compte que leurs difficultés les plus grandes sont liées aux productions porcines et avicoles, sans parler des bovins : « Je n'arrive pas à rembourser normalement les prêts contractés pour ma porcherie ».

Où bien : « Je n'ai pas un sou en poche »...

La plainte vient surtout des jeunes. De ceux qui ont investi pour produire davantage et s'insérer dans l'inévitable industrialisation de l'agriculture. Ceux qui ont cherché à se mettre à l'heure des prix de revient comprimés au maximum. Ainsi, contrairement à ce que pourraient penser certains, le malaise breton ne vient pas d'un trop grand retard technique, d'une production restée artisanale. Des missions de Hollandais en visitant quelques élevages et abattoirs se sont récemment déclarés étonnés de l'excellent niveau technique des producteurs bretons.

Le fait que « les anciens » se plaignent moins que les jeunes est encore significatif de cette réalité. C'est un fait nouveau. Jusqu'ici,

taxes sur les céréales destinées aux éleveurs (8 centimes le kilo), création d'équipements portuaires et industriels pour abaisser le coût des tourteaux et céréales importés. Les techniques de production ne sont pas absentes non plus du cahier des revendications : recherche et expérimentation des sélections, action sanitaire. Enfin, les responsables sont attachés à une action pour un développement global de l'Ouest.

M. ARIAUX :

« Pas de solution dans la réforme du ministre »

Dans une lettre qu'il vient d'adresser à la presse, M. Arioux, président de la F.R.S.E.A.O., affirme que ces revendications essen-

" Le Télégramme "

29 / 9 / 1967

VOTRE
CHAU
THERMOSTAT
RÈGLE PAR

A l'origine des manifestations du 2 octobre :

LA FAILLITE des productions industrialisées

A Quimper lundi prochain, des milliers d'agriculteurs venus des trois départements : Côtes-du-Nord, Finistère et Morbihan, vont une nouvelle fois manifester leur mécontentement. « Encore les paysans ! » va s'exclamer l'opinion publique avec un sous-entendu de scepticisme dans le bien-fondé de ce mouvement de protestations. Il n'est donc pas inutile de souligner en quoi le malaise agricole est profond dans toutes les régions d'élevage et particulièrement en Bretagne où les productions animales représentent 70 pour cent des ressources financières des agriculteurs.

Il suffit d'écouter ici et là les agriculteurs pour se rendre compte que leurs difficultés les plus grandes sont liées aux productions porcines et avicoles, sans parler des bovins : « Je n'arrive pas à rembourser normalement les prêts contractés pour ma porcherie ».

Ou bien : « Je n'ai pas un sou en poche »...

La plainte vient surtout des jeunes. De ceux qui ont investi pour produire davantage et s'insérer dans l'inévitable industrialisation de l'agriculture. Ceux qui ont cherché à se mettre à l'heure des prix de revient comprimés au maximum. Ainsi, contrairement à ce que pourraient penser certains, le malaise breton ne vient pas d'un trop grand retard technique, d'une production restée artisanale. Des missions de Hollandais en visitant quelques élevages et abattoirs se sont récemment déclarés étonnés de l'excellent niveau technique des producteurs bretons.

Le fait que « les anciens » se plaignent moins que les jeunes est encore significatif de cette réalité. C'est un fait nouveau. Jusqu'ici,

Robert FORT

au contraire, les exploitants installés depuis longtemps montraient plus de raisons de mécontentement. Les jeunes faisaient confiance bien plus à une réforme, à une adaptation des structures de production, qu'à une hausse des prix agricoles. Il s'agissait à leurs yeux d'augmenter les rendements, de moderniser l'agriculture. Depuis 5 ou 6 ans, cet objectif a été bien souvent atteint. Et ceux-là mêmes qui ont fait les efforts financiers indispensables se retrouvent actuellement devant des prix de vente insuffisants et précédent maintenant les anciens dans le concert des revendications pour de plus justes prix.

Il est en outre intéressant de souligner que les anciens eux-mêmes ont depuis quelques années adopté les revendications des jeunes concernant les structures de production : S.A.F.E.R., indemnité viagère de départ, etc...

Prix d'achat envisagé à Bruxelles : 1,33 la livre vive !

Cette réalité de prix insuffisants prend dans certains cas un aspect dramatique. On parle ici et là du désespoir de jeunes agriculteurs, dont la magnifique porcherie d'engraissement ne sert qu'à absorber les ressources provenant des autres secteurs de l'exploitation. Il faut bien payer les factures d'aliment, dont la distribution deux fois par jour représente 75 % du prix de revient total. Il faut aussi rembourser les prêts de la construction. On parle de jeunes femmes prématurément fatiguées parce qu'on a eu besoin de leurs bras pour éviter de payer un salarié...

Un chiffre exprime ce profond malaise : 2,66 fr. Il s'agit du prix du kilo vif de porc représentant le maximum prévu à Bruxelles pour intervenir sur le marché européen. 1,33 la livre, c'est-à-dire 2 centimes en-dessous du prix de misère que connaissent maintenant de nombreux marchés de notre région. Le prix minimum d'intervention qui a été prévu à 2,45 francs représenterait donc un cours de 1,22 la livre sur pied ! A noter aussi que le prix de revient est estimé à 1,50 la livre sur pied.

Faute d'un système efficace d'intervention pour soutenir les marchés, les agriculteurs commencent à se rendre compte que les cours désastreux actuels risquent de durer longtemps si rien n'est fait pour reprendre le soutien des cours tel qu'il est assuré par les achats de la S.I.B.E.V. Cette absence d'intervention se retrouve dans les règlements avicoles de Bruxelles et compromet sérieusement l'avenir de la production des poulets de chair, depuis longtemps et toujours en difficulté, malgré l'aide au stockage de 3 millions de francs qui vient de lui être accordée.

Corriger les disparités régionales

C'est pour cela que la Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Ouest réclame une politique européenne des prix encourageant par priorité les productions animales. Cela suppose une révision complète des accords de Bruxelles avec fixation d'une intervention régionalisée au niveau de 310 DM par 100 kilos nets, carcasse avec tête, soit 3,81 francs le kilot net ou 3,04 le kilo vif, ce qui représente le prix de revient. C'est le prix d'intervention demandé par le C.O.P.A., comité des organisations professionnelles agricoles de l'Europe des six pays).

Les leaders agricoles ne s'en tiennent pas cependant à cette question des prix. Ils réclament une réforme des marchés de la viande, ainsi qu'une prise en charge par les Pouvoirs publics des disparités régionales : péréquation des coûts de transport, suppression des

taxes sur les céréales destinées aux éleveurs (8 centimes le kilo), création d'équipements portuaires et industriels pour abaisser le coût des tourteaux et céréales importés. Les techniques de production ne sont pas absentes non plus du cahier des revendications : recherche et expérimentation des sélections, action sanitaire. Enfin, les responsables sont attachés à une action pour un développement global de l'Ouest.

M. ARIAUX : « Pas de solution dans la réforme du ministre »

Dans une lettre qu'il vient d'adresser à la presse, M. Ariaux, président de la F.R.S.E.A.O., affirme que ces revendications essentielles ne trouvent pas de solution dans la réponse écrite du ministre Edgar Faure reçue à Nantes le 25 septembre dernier. « En matière prix, le ministre ne formule que des déclarations d'intention », dit-il.

Voici les principaux points de la réponse du ministre :

Les prix. — Le gouvernement français se propose de demander à Bruxelles que les nouveaux prix tiennent compte du redressement nécessaire des productions animales. Les chiffres à proposer feront l'objet d'études au sein du gouvernement français, puis du Conseil des ministres de la C.E.E.

M. Edgar Faure souligne par ailleurs que le marché de la viande bovine ne présentera d'intérêt pour la production française que lorsqu'une politique vétérinaire communautaire sera mise en œuvre et que jouera la responsabilité financière de la communauté. (Il s'agit d'éviter que certains pays n'utilisent la protection sanitaire à des fins économiques).

Au sujet du soutien du marché du porc, le ministre affirme « que dans la période transitoire où nous nous trouvons, des dispositions nécessaires seront prises pour que le marché soit soutenu, si les cours français ont atteint le prix où le soutien a été assuré jusqu'ici ».

Puis il rappelle qu'un système de cotations régionales est en train d'être mis sur pied.

L'action régionale. — Bonne note est prise de la demande d'extension de la zone de reconversion en ajoutant les pays de la Loire à la région de Bretagne.

Le rôle du commissaire à la reconversion sera défini dans le texte qui va être prochainement publié.

Actions sociales. — L'abaissement de l'âge de l'I.V.D. de 65 à 60 ans est prévu dans les cas fixés par l'ordonnance qui sera très prochainement publiée. Le gouvernement n'a pas pris de décision quant à l'augmentation éventuelle du taux de cette indemnité viagère de départ.

Les dispositions nécessaires ont été prises pour que le niveau des cotations ne soit pas une éternité RV cotisations ne subisse pas une augmentation supérieure à un ordre de 5 à 5,5 %, et cela malgré l'augmentation très supérieure de la charge des prestations.

Les bourses. — Les bourses relatives à l'enseignement agricole ne trouveront pas d'autre limite que les capacités de l'accueil.

Une révision des critères applicables pour l'enseignement général et relatifs à la situation de fortune de la famille va être effectuée.

Investissements. — Les prêts des caisses de Crédit agricole pour l'élevage verront leur taux baisser de 5 à 3 % à partir du 15 octobre. Leur durée devra être de 10 à 15 ans. Le montant de l'autofinancement pourra être réduit de 10 % lorsqu'il s'agira d'un crédit « programmé » portant aussi bien sur les bâtiments que sur le cheptel.

Le ministre déclare qu'il est en train d'examiner de près la situation qui existe dans différentes régions en ce qui concerne la somme de crédits affectés aux SAFER et sa répartition entre l'action des SAFER et celle du remboursement proprement dit.

Problèmes particuliers. — Une réunion se tiendra prochainement à Rennes sous la direction de M. Poly.

— Les mesures prises sur les groupements de producteurs dans le secteur du porc ont été enregistrées par le FORMA et sont en application.

« Je suis favorable, en principe, dit M. Edgar Faure, à leur extension à l'aviculture et à l'élevage bovin ».

Cette question sera soumise à une nouvelle réunion du FORMA.

— La création à Rennes d'un centre de recherches pour l'Ouest est décidée et sera poursuivie.

— Un projet sur les sociétés foncières a été établi. Une décision sera prise en Conseil des ministres avant que le texte soit communiqué à la profession pour recueillir ses observations.

"Le Télégramme"

29 / 9 / 1967